



GROUPEMENT
HOSPITALIER
DE TERRITOIRE
LOIRE ATLANTIQUE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

N° 25026

SERVICES

**OBJET : PRESTATIONS D'INTERPRETARIAT ET DE TRADUCTION AU SERVICE DES PATIENTS
POUR LES ETABLISSEMENTS DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE 44**

POUVOIR ADJUDICATEUR :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANTES
(ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT44)
IMMEUBLE DEURBROUCQ - 5, ALLEE GLORIETTE
44093 – NANTES CEDEX

Marché public passé selon un appel d'offres ouvert en vertu des articles L2124-1, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

SOMMAIRE

Introduction -

<i>PREAMBULE GHT</i>	3
<i>CLAUSES ADMINISTRATIVES</i>	4
<i>CLAUSES FINANCIERES</i>	10
<i>CLAUSES DIVERSES</i>	13
<i>CLAUSE RGPD</i>	16
<i>CLAUSE DE REEXAMEN</i>	16
<i>CLAUSE CCAG</i>	17

Préambule GHT

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1^{er} juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants : CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézou (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le **CHU de Nantes, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat.** Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

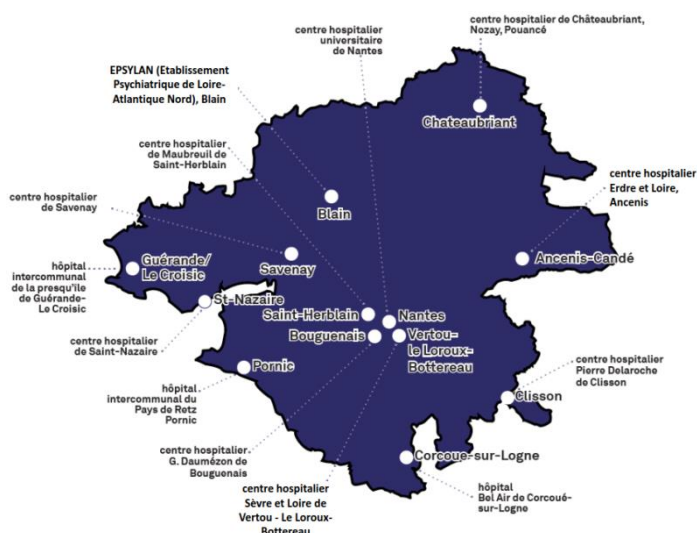
En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Cité Sanitaire Nazairienne (Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

Répartition des compétences :

En phase de passation du marché public, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;
- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants).



Clauses administratives

Article 1 - Objet

Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations d'interprétariat et de traductions écrites au service des patients **pour l'ensemble des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire 44**.

Seuls les 7 établissements listés ci-après, ont, au jour du lancement de la consultation pour le présent marché, identifié des besoins de prestations d'interprétariat et de traduction :

- CHU de Nantes,
- CHS de Daumezon,
- Epsylan (CH Blain),
- CH de Châteaubriant-Nozay-Pouancé
- CH Erdre et Loire
- CH de Saint-Nazaire
- CH Maubreuil (Saint-Herblain)

Toutefois, ce recensement est indicatif et ne comprend que les établissements présentant actuellement un besoin. Conformément aux dispositions de l'article 18 du présent CCAP, les besoins des établissements du GHT44 pourront être intégrés au présent marché en cours d'exécution après que le titulaire en ait été préalablement informé par décision dûment notifiée par le Pouvoir adjudicateur.

Le marché vise à couvrir les besoins des patients accueillis en hospitalisation ou consultation externe et ne parlant pas la langue française pour les prestations suivantes :

- Prestations d'interprétariat dans le cadre de prise en charge programmée avec prise de rendez-vous avec le titulaire en présentiel (lot 1), en distanciel par téléphone (lot 2) ;
- Prestations d'interprétariat dans le cadre de prise en charge en urgence par téléphone (lot 3) ;
- Prestations de traductions écrites de documents à destination des patients (rapports médicaux, documents officiels, plaquettes d'information) (lot 4) ;
- Prestations d'interprétariat en présentiel en langue des signes française (lot 5).

Les spécifications techniques sont fixées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Article 2 – Allotissement

La prestation est décomposée en 5 lots attribués séparément sachant qu'un opérateur économique peut se voir attribuer un ou plusieurs lots :

- ☐ Lot 1 Prestations d'interprétariat en présentiel dans le cadre de prise en charge programmée dans les services d'hospitalisation et de consultations des établissements du GHT 44
- ☐ Lot 2 Prestations d'interprétariat en distanciel (par téléphone) dans le cadre de prise en charge programmée avec prise de rendez-vous avec le titulaire :
- ☐ Lot 3 Prestations d'interprétariat en distanciel (par téléphone) dans le cadre de prise en charge en urgence

- ☐ Lot 4 Prestations de traductions écrites de documents à destination des patients
- ☐ Lot 5 Prestations d'interprétariat en présentiel en langue des signes française pour les patients sourds et malentendants et leurs accompagnants du GHT 44 :

Chaque lot donne lieu à la passation d'un marché distinct.

Les prestations seront exécutées au fur et à mesure des besoins des établissements du GHT 44, sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement aux textes réglementaires en vigueur dans les domaines objet du présent marché.

Article 3 – Forme et durée

Pour l'ensemble des lots, le marché public est un accord-cadre mono attributaire qui s'exécutera au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Pour chaque lot, l'accord-cadre est conclu sans minimum mais avec un montant maximum sur la durée totale du marché (reconductions comprises) fixé comme suit :

- Lot 1 : 3 000 000 € HT
- Lot 2 : 500 000 € HT
- Lot 3: 640 000 € HT
- Lot 4 : 100 000 € HT
- Lot 5 : 100 000 € HT

Pour le lot 1, le marché public est conclu à compter du 1er juillet 2025 (ou de sa date de notification si postérieure) jusqu'au 30 juin 2026. Le marché public pourra être reconduit tacitement 3 fois pour une nouvelle période d'un an

Pour les lots 2 à 5, le marché public est conclu à compter du 1er janvier 2026 (ou de sa date de notification si postérieure) jusqu'au 30 juin 2027. Le marché public pourra être reconduit tacitement 2 fois pour une nouvelle période d'un an.

La durée totale du marché public ne pourra excéder 4 ans (périodes de reconductions comprises) soit jusqu'au 30 juin 2029.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de décision de ne pas reconduire le marché public, le C.H.U se prononcera par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 2 mois avant l'échéance annuelle du marché public.

Article 4 –Sous-traitance

En cours d'exécution du marché, le titulaire pourra sous-traiter certaines parties de ses prestations qui lui auront été notifiées à condition d'avoir obtenu au préalable de l'établissement concerné par la demande de sous-traitance l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement, conformément à la réglementation en vigueur.

Conformément aux dispositions de **l'article R.2193-1 du code de la commande publique**, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées,

- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie

Le titulaire devra également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés.

En cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le bénéficiaire, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Article 5 - Documents contractuels

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (formulaire ATTR11) et son annexe financière :
O Annexe 1 : Bordereau des prix
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n°AOO-25026,
 - son annexe 1 relative au Règlement Général de Protection des Données (RGPD)
 - et son annexe 2 relative aux Informations générales et de facturation des établissements parties.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) n°AOO-25026
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF 1er avril 2021)
- L'offre technique du titulaire comprenant le cadre de réponses techniques par lot.

L'original de ces documents conservé dans les archives du CHU de Nantes fait seul foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification du marché ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

Article 6- Obligations du titulaire

6.1 Obligations générales

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (normes et spécifications techniques applicables, telles que visées au CCTP, étant celles en vigueur à la date de lancement de la consultation).

Le titulaire doit informer sans délai de tout changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie du marché à un autre prestataire ou de tout autre événement de même nature intervenant durant la période d'exécution du marché.

Le Titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.

6.2. Obligation de résultat

Durant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour :

- Le respect des conditions d'exécution en garantissant la qualité, la confidentialité et la sécurité des prestations qui lui sont confiés.
- La continuité de service

Dans le cas où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délai et conditions prévus, les établissements du GHT44 se réservent le droit de recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

6.3. Respect de la réglementation

Le titulaire du marché est tenu d'observer, outre les spécifications du présent cahier des charges, les prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

Deux textes clés encadrent l'interprétariat dans le domaine de la santé :

- la charte de l'interprétariat médical et social professionnel en France adoptée le 14 novembre 2012 ;
- la norme internationale ISO 13611:2014 (F) « Interprétation – Lignes directrices pour l'interprétation en milieu sociale » décembre 2014.

Le titulaire du marché a en outre l'obligation de fournir toutes les nouvelles normes qui apparaîtraient en cours d'exécution du marché.

Par ailleurs, le titulaire informe les établissements du GHT44 de toute difficulté au fur et à mesure où elles sont rencontrées ou dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

6.4 Cadre déontologique

Pour les lots 1, 2 et 3, les prestations doivent être exécutées dans le respect du cadre déontologique établi dans la charte de l'interprétariat médical et social professionnel en France, adopté à Strasbourg, le 14 novembre 2012.

Pour le lot 4, les prestations doivent être exécutées dans le respect du code déontologique de la CNET (Chambre nationale des entreprises de traduction).

Pour le lot 5, les prestations doivent être exécutées dans le respect du code éthique et déontologique de l'AFILS (Association Française des Interprètes en Langue des Signes).

➤ Fidélité de la traduction

L'interprète/traducteur restitue les discours dans l'intégralité du sens, avec précision et fidélité, sans addition, omission, distorsion ou embellissement du sens.

➤ Confidentialité et secret professionnel

L'interprète/traducteur a un devoir de confidentialité concernant toute information recueillie ou entendue. Il est soumis au secret professionnel de la même manière que les acteurs auprès desquels il est amené à intervenir.

➤ Impartialité

L'interprète/traducteur exerce ses fonctions avec impartialité, dans une posture de retrait par rapport aux parties. Sa traduction est loyale aux différents protagonistes.

➤ Respect de l'autonomie des personnes

L'interprète/traducteur n'émet pas de jugement sur les idées, croyances ou choix exprimés par les personnes.

Il ne se substitue pas à l'un ou l'autre des protagonistes.

L'interprète/traducteur se situe dans le respect absolu de la volonté de la personne et de sa liberté de choix.

6.5 Compétences

Deux documents clés encadrent les compétences requises des interprètes dans le domaine de la santé :

- la charte de l'interprétariat médical et social professionnel en France adoptée le 14 novembre 2012 ;
- le référentiel de compétences de l'interprète médical et social validé en mars 2016.

Ces compétences s'inscrivent dans le respect des principes déontologiques précédemment cités.

6.6 Dispositions particulières en cas de grève

En cas d'arrêt de travail pour faits de grève des salariés de l'entreprise, le titulaire du marché sera tenu d'exécuter obligatoirement un service intégral, compte tenu de l'activité de soins exercée par les établissements du groupement.

Article 7– Conditions générales d'exécution

7.1 Respect des horaires

Le titulaire doit impérativement respecter l'ensemble des indications décrites sur la demande de prestation notamment sur la date et l'heure de la prestation demandée.

7.2 Sécurité des individus dans l'enceinte des établissements du groupement

Le titulaire est responsable de la diffusion et de la prise de connaissance de protocole de sécurité à l'ensemble de ses intervenants sur sites ainsi qu'à la bonne application des consignes listés dans ce dernier.

Le titulaire doit impérativement soumettre le personnel de son entreprise aux règles de sécurité et d'hygiène prises par les établissements du groupement dans le cadre de ses procédures internes pour la protection des individus et en particulier la prévention contre le risque éventuel de contamination.

Le personnel du titulaire est tenu de respecter les dispositions du règlement intérieur des établissements du groupement.

Une fois le marché notifié, il appartiendra à chaque établissement du GHT44 de rédiger avec le titulaire du marché un protocole de sécurité et/ou un plan de prévention.

7.3 Conditions d'intervention sur les sites

Le titulaire s'engage à respecter les règles de circulation (vitesse et stationnement) applicables au sein des établissements du GHT 44 et se conformer aux règles suivantes :

- respect des règles d'accès et de circulation au sein des sites,
- tenue propre et correcte, identification par badge (nom de la société et nom de l'intervenant)
- respect des règles d'hygiène et de sécurité applicables dans les services concernés,
- respect des règles de secret professionnel, confidentialité et discrétion.

7.4 Empêchement

Les moyens humains et matériels mis à disposition par le titulaire doivent permettre d'assurer la continuité des prestations qui lui sont confiées.

En cas de retard à réaliser la prestation, le titulaire prévient sans délai le destinataire et le responsable du marché de l'établissement concerné.

Article 8 – Conditions particulières d'exécution

8.1 Responsables du suivi de l'exécution du marché

Pour assurer le bon déroulement des prestations, le titulaire et les établissements du GHT 44 désignent leurs responsables du suivi de l'exécution du marché.

Ces personnes sont désignées au plus tard dans les 15 jours qui suivent la notification du marché.

Lors de toute modification d'un responsable du suivi de l'exécution du marché, l'autre partie en est informée par tout moyen.

8.2 Détermination des modalités d'exécution des prestations à réaliser

Le titulaire élabore les modalités d'exécution des prestations à réaliser au regard des besoins exprimés par les établissements du GHT 44 en précisant notamment :

- l'interlocuteur dédié pour le suivi d'exécution du marché,
- le circuit de demande et de suivi mis à disposition.

8.3 Modalités de passation des commandes

L'exécution des prestations donne lieu à l'émission de bons de commande, au fur et à mesure des besoins des établissements.

Chaque bon de commande précisera notamment :

- la date de la commande,
- la référence du marché,
- la désignation précise de la prestation commandée,
- le montant total HT de la prestation par application des prix unitaires des unités d'œuvre concernées par la prestation objet du bon de commande,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC,
- le lieu d'exécution des prestations

- l'heure de démarrage de la prestation
- les conditions particulières d'exécution des prestations s'il y a lieu.

Clauses financières

Article 9 – Modalités de détermination des prix

9.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont les prix unitaires, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans le Bordereau de prix annexe 1 à l'acte d'engagement du titulaire. Seuls les prix exprimés en euros HT sont contractuels.

Les prix comprennent tous les frais afférents aux prestations d'interprétariat et de traduction (frais de déplacement, frais d'hébergement).

Les prix s'appliquent aux prestations exécutées.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de l'exécution des prestations.

9.2 Révision des prix

Les prix unitaires nets HT sont fermes pour la période initiale du marché, puis révisables annuellement à la date de reconduction de celui-ci, soit le 01/07 de chaque année.

Pour les lots 1 et 5, le prix des prestations pourra être révisé en fonction de l'indicateur économique suivant :

$$Pr = P0 * [0.15 + (0.75 * Sm/Sm0) + (0.10 * C/C0)]$$

Avec

- **Pr** = prix Prestation révisé à la date anniversaire du marché
- **P0** = Prix initial Prestation
- **Sm** = indice du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés « Activité des organisations associatives » (Série DARES) (disponible sur <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-indices-de-salaire-de-base>)
- **Sm0** = indice du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés « Activité des organisations associatives » (Série DARES) (disponible sur <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-indices-de-salaire-de-base>)
- **C** = indice INSEE 001763655 – Indice des prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages – France – Nomenclature Coicop : 07.2.2 – Carburants et lubrifiants pour véhicules de tourisme – disponible sur <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001763655>
- **C0** = indice INSEE 001763655 – Indice des prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages – France – Nomenclature Coicop : 07.2.2 – Carburants et lubrifiants pour véhicules de tourisme – disponible sur <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001763655>

Pour les lots 2, 3 et 4, le prix des prestations pourra être révisé en fonction de l'indicateur économique suivant :

$$Pr = P0 * [0.15 + (0.85 * Sm/Sm0)]$$

Avec

- **Pr** = prix Prestation révisé à la date anniversaire du marché
- **P0** = Prix initial Prestation
- **Sm** = indice du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés « Activité des organisations associatives » (Série DARES) (disponible sur <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-indices-de-salaire-de-base>)
- **Sm0** = indice du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés « Activité des organisations associatives » (Série DARES) (disponible sur <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-indices-de-salaire-de-base>)

La demande de révision doit être formulée par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, moyennant un **préavis de trois (3) mois**, avant la date prévue pour l'application de la révision.

Les majorations et coûts d'annulation sont fermes pour toute la durée du marché (reconductions éventuelles incluses).

A défaut de transmission des nouveaux prix révisés dans le respect du délai indiqué ci-dessus, le marché s'exécutera dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour l'ajustement et sans que le prestataire ne puisse formuler aucune réclamation.

9.3 Clause butoir – Clause de sauvegarde

L'augmentation annuelle est plafonnée à 2%. A titre exceptionnel et en cas de circonstances particulières, une augmentation supérieure pourra être demandée par le titulaire, sous réserve de respecter un préavis de deux mois. Cette demande exceptionnelle devra être accompagnée des justificatifs nécessaires.

La décision finale sera laissée à la libre appréciation de la personne publique. En cas de refus, l'augmentation maximum appliquée sera de 2%.

Article 10 Modalités de facturation et de paiement

- Modalités de règlement : acomptes et règlements partiels définitifs

Les modalités de règlement applicables sont définies à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le règlement des prestations interviendra après admission des prestations.

- Délai de paiement

Le délai de paiement est de 50 jours maximum.

Le point de départ dudit délai est la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiements. Cette date est constatée par l'ordonnateur.

➤ Présentation des factures

Outre les mentions légales, les factures établies par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation du titulaire (*nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET*)
- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement
- Le numéro de la facture : *numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries*
- Le numéro du marché
- En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture et le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

➤ Transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les paramétrages sont spécifiques à chaque établissement partie : VOIR ANNEXE 2 « GHT44-Recueil informations des EPS Parties ».

Les factures seront adressées impérativement à l'établissement du GHT concerné par la prestation.

Les éléments de paramétrage seront abordés par chacun des établissements du groupement lors de la réunion de cadrage au démarrage du marché.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre service de l'établissement, voire hors de l'établissement, sont imputables au seul cocontractant.

➤ Avance

Le présent marché prenant la forme d'un accord cadres à bons de commandes sans minimum et les conditions requises par les articles R.2191-3 et R.2191-16 du code de la commande publique n'étant pas susceptibles d'être réunies lors de l'émission des bons de commandes, il ne sera versé aucune avance au titulaire.

Article 11 – Pénalités

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/FCS, les pénalités ne sont pas plafonnées et le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité.

Elles seront appliquées sans mise en demeure préalable. Elles prendront la forme d'un « avis des sommes à payer ».

11.1 Pénalités pour retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 50 € :

- ☐ Pour les lots 1, 2, 3 et 5, en cas de retard de 15 minutes de l'interprète au rendez-vous fixé ;
- ☐ Pour le lot 4, en cas de retard de 24 heures de remise du document.

11.2 Autres pénalités pour l'ensemble des lots

En cas de refus de prise en charge et/ou d'impossibilité de l'exécuter, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 130€.

Pour les besoins de suivi de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de transmettre à chaque établissement du GHT44 un rapport d'activité trimestriel et annuel incluant la compilation des données statistiques et financières pour la période concernée. En cas de non transmission, le titulaire encourt une pénalité fixée à 150€.

Pour les besoins de suivi de l'exécution du marché, le titulaire est tenu d'assister aux revues de contrat. En cas d'absence à ces réunions, le titulaire encourt une pénalité fixée à 150 €.

Clauses diverses

Article 12 – Assurances

Le titulaire désigné dans le marché devra justifier au moment de la notification du marché puis en cours d'exécution au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration, des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile (RC) qu'il encoure vis-à-vis des tiers et des

établissements du GHT44 en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

En outre, il sera tenu d'informer les établissements du groupement concernés par la prestation de toute modification afférente à sa police d'assurance dont la couverture est demandée dans les quinze jours qui suivent sa décision.

Article 13 – Litiges

Il sera fait application du chapitre 8 du Cahier des Clauses Administratives Générales en cas de litige survenu entre le Titulaire et les établissements du GHT 44.

Article 14 – Résiliation et exécution par défaut

14.1 Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du cocontractant conformément à l'article 41 du CCAG-FCS.

Le marché doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et bonne foi. Lorsque le titulaire ne respecte pas ce principe, notamment en cas de refus répétés d'exécution des prestations, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation du marché à ses torts.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de mettre le titulaire en demeure de se justifier et prononce le cas échéant la résiliation du marché sans indemnités.

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder à l'exécution du marché par un tiers aux frais et risques du titulaire défaillant conformément à l'article 45 du CCAG FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut également résilier le marché pour tout motif d'intérêt général en application des dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité, par dérogation aux dispositions de l'article 42 précité

14.2 Exécution par défaut

Dans le cas où le titulaire ne serait pas en mesure d'effectuer tout ou partie de sa mission dans les délais fixés et les conditions fixées par le marché, le pouvoir adjudicateur pourra pourvoir aux besoins du service aux frais dudit titulaire auprès d'un autre prestataire, sans mise en demeure préalable par application de l'article 45 du CCAG-FCS.

Article 15 – Suivi de l'exécution du marché

15.1 Audit

Chaque établissement du groupement (ou un prestataire extérieur désigné par le groupement) se réserve la possibilité de procéder à des audits sur les prestations fournies par le titulaire, sous réserve d'un préavis de quarante-huit (48) heures.

Le titulaire laisse libre accès à l'ensemble des informations et pièces nécessaires à la réalisation de l'audit.

En cas de manquement aux obligations fixées dans le cahier des charges et confirmé lors d'un examen contradictoire, le titulaire met en place les actions correctives nécessaires dans le délai convenu avec les établissements du GHT 44. Passé ce délai, la résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions fixées à l'article 41 du CCAG/FCS.

15.2 Contrôle de la qualité des prestations réalisées

Afin d'évaluer la qualité de ses prestations, le titulaire :

- ✓ Organise en continu une enquête de satisfaction auprès des usagers, selon des modalités définies avec les établissements du GHT 44, en lien avec les standards et les outils de l'établissement, et en communique les résultats de manière régulière aux établissements, selon les modalités définies avec les directions de ces établissements. Ces retours sont notamment examinés en revues de contrat.
- ✓ Fournit des tableaux de bord trimestriels reflétant les différents aspects de la prestation, et notamment :
 - le nombre de prestations d'interprétariat/traduction sollicitées par langue par mois et par an
 - le nombre de prestations d'interprétariat assurées par langue (l'écart entre les 2 indicateurs doit pouvoir être expliqué) par mois et par an.
 - Les durées des prestations d'interprétariat/traduction réalisées par service.

Ces documents doivent être envoyés une semaine au moins avant les revues de contrat.

15.3 Revues de contrat

Pour les besoins de suivi de l'exécution du marché, pour l'ensemble des lots, le titulaire est tenu de participer à des revues de contrat organisées par les établissements du groupement de commandes ainsi qu'à toute autre réunion jugée utile par ces établissements selon un rythme défini au moment de la notification suite aux propositions faites par les candidats dans leur offre (critère valeur technique).

Le planning et les participants à ces réunions seront déterminés d'un commun accord entre le titulaire et les établissements du groupement.

Des indicateurs de suivi de performance seront mis en place sur :

- le taux de service correspondant aux manquants en réalisation des prestations avec un objectif de 99% et au nombre de réclamations clients et/ou clients internes avec un objectif de 99%,
- le taux de ponctualité correspondant au respect des délais contractuels avec un objectif de 90%.
- le suivi des dépenses,

Ces indicateurs seront analysés et mesurés en revues de contrat et feront l'objet d'actions correctives.

15.4 Reporting

Le titulaire transmettra aux établissements du GHT 44 un rapport d'activité trimestriel et annuel incluant la compilation des données statistiques au global et par établissement du groupement pour la période concernée en faisant apparaître les informations suivantes :

- le nombre de prestations d'interprétariat/traduction sollicitées par langue par mois et par an
- le nombre de prestations d'interprétariat assurées par langue (l'écart entre les 2 indicateurs doit pouvoir être expliqué) par mois et par an.
- Les durées des prestations d'interprétariat/traduction réalisées par service.

En cas de transmission de Fiches d'Evènements Indésirables (F.E.I) et dans un délai maximum de 15 jours à compter de la réception de F.E.I, le titulaire est tenu d'apporter auprès de l'établissement concerné des réponses en terme d'actions correctives à mettre en œuvre.

Article 16 – Réalisation de prestations similaires

Un marché négocié sans mise en concurrence et sans publicité préalable pourra être attribué, le cas échéant, au titulaire initial du marché pour la réalisation de prestations similaires à celles du marché (conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique).

Clause RGPD

Article 17 – Protection des données à caractère personnel

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données (RGPD)** »).

Le titulaire du marché s'engage notamment à respecter les clauses contractuelles décrites dans l'annexe RGPD jointe au présent CCAP.

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire assure un traitement de type 1, tel que défini dans l'annexe RGPD au présent CCAP/CCP.

Clause de réexamen

Article 18 – Modification du marché en cours d'exécution

1) En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché public à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché public sera résilié aux torts du titulaire initial.

2) En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, les besoins d'un ou de plusieurs établissements du GHT44, sur un ou plusieurs lots pourront être ajoutés au marché en cours d'exécution.

Cette modification deviendra applicable après que le titulaire en ait été préalablement informé par décision dûment notifiée par le Pouvoir adjudicateur. La décision indiquera le ou les lots impactés, ainsi que le ou les établissements concernés.

3) En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché pourra être modifié afin de relever le montant maximum initial de 10% au plus :

- soit lorsque 90% du montant maximum initial aura été atteint avant la fin du marché ;
- soit lorsque l'augmentation est rendue nécessaire par l'intégration d'un nouvel établissement dans les conditions prévues à l'article 20 1) du présent CCAP. Cette augmentation maximale de 10% devra être appréciée au cumul des deux conditions précitées.

Cette modification donnera lieu à la conclusion d'un avenant entre le titulaire et l'acheteur. Le nouveau montant maximum modifié ne sera applicable qu'une fois que le titulaire aura accusé réception de la notification de l'avenant.

Une fois notifié, le Titulaire sera dans l'obligation de poursuivre l'exécution du marché, y compris si le montant maximum initial de l'accord-cadre a été atteint.

A défaut de modification, le marché prendra fin lorsque 100% du montant maximum initial aura été atteinte, indépendamment de la durée du marché.

Cette clause de réexamen est applicable pendant toute la durée de vie du marché, périodes de reconduction comprises.

Clause CCAG

Article 19 – Dérogation au CCAG

L'article 5 du présent CCAP déroge à l'article 4.2.1 du CCAG FCS

L'article 11 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG FCS

L'article 14.1 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG FCS